REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Chancellerie d'Etat
Service communication et information

Genève, le 25 septembre 2023
Aux représentantes et représentants
des médias

Communiqué de presse du département des institutions et du numérique (DIN)

Le diagnostic local de sécurité 2023 met en avant un sentiment de sécurité certain

La septième édition du diagnostic local de sécurité (DLS) révèle des résultats plus qu'encourageants puisque le sentiment d'insécurité continue de baisser auprès de la population. Il s'accompagne d'une diminution similaire des actes relevant de la petite et moyenne criminalité. Par ailleurs, il permet pour la première fois de mesurer l'évolution des situations de harcèlement de rue.

Réalisée entre le 6 janvier et le 12 février 2023, la septième édition du diagnostic local de sécurité (DLS) s'inscrit dans la droite ligne des éditions triennales démarrées en 2004. Elle a une nouvelle fois permis à la population d'exprimer son sentiment vis-à-vis de la sécurité dans le canton de Genève. Véritable tableau de bord stratégique et outil d'aide à la décision, le DLS 2023 a été effectué en partenariat avec la Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge, Plan-les-Ouates et Lancy, soit les six communes parties à un contrat local de sécurité.

Le DLS 2023 propose une série d'indicateurs clés, orientés sur plusieurs axes d'analyse qui permettent de mesurer le niveau et l'évolution de la criminalité dans le canton, de cerner les problèmes de tranquillité et d'ordre public et d'évaluer le sentiment de sécurité des résidents. Autant de thèmes qui sont repris dans l'examen détaillé de la Ville de Genève, des communes de Vernier (depuis 2010), Meyrin (depuis 2013), Carouge et Plan-les-Ouates (depuis 2016) et finalement Lancy en 2020.

Outre les statistiques policières, le DLS analyse les données issues d'un sondage réalisé par le biais de 4852 questionnaires complétés (92% par internet et 8% par téléphone). Cela constitue un échantillon représentatif de la population genevoise, subdivisé en quinze zones.

La détente se poursuit sur le front de la criminalité, de l'incivilité et des interventions de police

La septième édition du diagnostic local de sécurité (DLS) révèle des résultats plus qu'encourageants avec une nette amélioration du sentiment de sécurité. En 2023, le taux d'insécurisés à Genève enregistre une nouvelle baisse: 28.9% des résidents du canton s'estiment en insécurité lorsqu'ils se promènent seuls dans les rues de leur quartier après 22 heures contre 32.8% trois ans plus tôt. Ce taux est pratiquement à son plus bas historique depuis que les DLS le mesurent dans le canton. Il rejoint le niveau de 2007 (28.7%). L'amélioration progressive du sentiment de sécurité s'accompagne d'une diminution des comportements d'évitement de types de lieux ou de personnes jugées peu sûres dans le canton. En 2013, 62.6% des résidents déclaraient éviter des zones ou des personnes dans le

canton; 48.5% le font encore en 2023. De même, la petite et moyenne criminalité (PMC) poursuit sa baisse enregistrée depuis une décennie dans les DLS. En 2010, le taux d'incidence de la PMC était de 60 événements pour 1000 habitants dans le canton; en 2022, ce taux tombe à 24 cas pour 1000 habitants. Il s'agit du niveau le plus bas enregistré depuis 2007.

Une première mesure de l'évolution du harcèlement de rue

Le sondage de 2023 mesure le niveau du harcèlement de rue depuis 2020, ce qui permet pour la première fois de mesurer l'évolution de celui-ci. Ainsi, en 2020, 23.7% des personnes interrogées déclaraient avoir fait l'objet de harcèlement de rue à Genève durant les cinq dernières années; en 2023, ce taux est en léger recul: 22.7%. Cette problématique concerne avant tout les jeunes femmes. Selon les données du sondage de 2023, en moyenne 34.6% des femmes ont fait l'objet de harcèlement de rue ces cinq dernières années à Genève; 16.4% en ont été victimes durant les douze derniers mois. 75.9% des jeunes femmes de la catégorie d'âge des 15-24 ans ont fait l'expérience de harcèlement de rue au cours des cinq dernières années et 61.7% des 25-34 ans l'ont également fait. Les victimes du harcèlement de rue sont plus insécurisées et ont une image plus critique de la police, qu'elle soit cantonale ou municipale.

Autre facteur d'insécurité auprès des séniors et plus particulièrement des femmes, le comportement de cyclistes et des conductrices et conducteurs de trottinettes ou d'autres engins de mobilité douce, notamment sur les trottoirs et dans les parcs.

La sécurité de proximité comme contribution à la qualité de la vie

Les recommandations de cette septième édition du DLS s'adressent principalement à la police cantonale et aux polices municipales. Il va de soi cependant que la réponse à l'insécurité n'est pas que policière et qu'elle requiert une approche globale impliquant de nombreux autres acteurs susceptibles de pouvoir jouer un rôle dans la prévention et œuvrer sur les causes à l'origine des problèmes de sécurité.

La recommandation principale consiste donc en une meilleure coopération entre les différents acteurs et partenaires cantonaux et communaux afin de mieux lutter contre les violences et les incivilités en tous genres dans l'espace urbain.

Pour toute information complémentaire (MÉDIAS UNIQUEMENT):

- *Mme Monica BONFANTI, commandante de la police, par l'intermédiaire du service communication et relations publiques de la police (SCRP), T. 022 427 56 00;*
- *Mme Carole-Anne Kast, conseillère d'Etat, par l'intermédiaire de M. Laurent Paoliello, directeur de la coopération et de la communication, DIN, T. 079 935 86 75.*